

- Diffuser certains acquis des deux présidences françaises auprès des territoires alpins en priorité les collectivités locales françaises et celles de l'arc alpin
- Rechercher des partenaires européens pour prolonger cette dynamique à travers de future coopération

VALORISATION DES PRÉSIDENCES FRANÇAISES DE LA CONVENTION ALPINE ET DE LA SUERA

La France a assuré les présidences de la Convention alpine en 2019 et 2020 et de la Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine en 2020 et 2021.



Trois thèmes prioritaires ont été retenus pour la présidence française de la Convention alpine :

La qualité de l'air, thème central du 8^e rapport sur l'état des Alpes, l'eau et la biodiversité. A cette occasion, la France visait à renforcer l'appropriation de la convention par les collectivités locales et à développer les synergies avec la stratégie macro-régionale pour la région alpine.



La présidence française de la Stratégie de l'Union européenne pour la région alpine disposait

d'une gouvernance associant collégialement l'Etat et les trois régions Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle visait à accélérer la transition écologique de la région alpine pour lutter contre le changement climatique.

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA TRANSITION DU TOURISME

CIPRA France réalise une série de cinq fiches sur des thèmes pour lesquels CIPRA France et des associations se sont impliqués durant ces présidences à savoir :



Eau



Qualité de l'air



Jeunesse



États généraux de la Transition du tourisme



Pastoralisme



ENJEUX ET OBJECTIFS

Le tourisme constitue le moteur principal de l'économie de la montagne. Les crises climatiques et sanitaires viennent cependant interroger le modèle économique prédominant en particulier l'industrie du ski alpin dépendante de la neige et des transports.

Face à ce constat, les associations Mountain wilderness et Transitions des Territoires de Montagne (2TM) ont porté les Etats généraux de la transition du tourisme tout au long de la présidence française de la SUERA avec le soutien de l'Etat et des régions. L'enjeu était de faire dialoguer les multiples acteurs de l'écosystème montagnard souvent clivé entre développement économique et protection de la nature. A travers des ateliers d'intelligence collective dans les territoires, l'identification de bonnes pratiques sur les transitions en montagne et différents supports, les Etats généraux avaient pour ambition de :

-  **Faire connaître** les défis à relever par les territoires de montagne et les enjeux de transition
-  **Fédérer et mettre en dialogue** les acteurs de la montagne qui jusqu'à présent s'ignorent voire s'opposent
-  **Se projeter et faire émerger des axes d'actions** dans les territoires

CHIFFRES CLÉS


Les Etats généraux de la transition du tourisme ont permis d'expérimenter la mise en place d'instance de gouvernance à deux niveaux :


- Une gouvernance « **nationale** » réunissant les représentants des socioprofessionnels, des associations et des institutions (Etat et Régions) pour engager une dynamique globale autour de la transition du tourisme dans les territoires de montagne.
- Une gouvernance « **locale** » chargée de décliner et d'organiser les débats à l'échelle locale au cours de 29 ateliers territoriaux en intelligence collective.

Une gouvernance à deux niveaux, nationale & locale.


3 200
PARTICIPANTS

- 2 000 personnes en live sur la plateforme digitale
- 1 200 personnes regroupées en conférence


39
INITIATIVES


29
ATELIERS TERRITORIAUX

Initiatives de transition dans les territoires de montagne


4
MASSIFS

- Alpes
- Jura
- Massif central
- Pyrénées


203
EXPOSANTS / INTERVENANTS

- 100 intervenants :
 - 6 ateliers thématiques
 - 2 conférences plénières
 - 15 conférences partenaires
- 103 exposants


1
DÉCLARATION COMMUNE

Ateliers territoriaux en intelligence collective

Sources : documents internes à l'organisation des EGTTM

QUELQUES RÉSULTATS REMARQUABLES

Quatre extraits de témoignage parus dans la revue *Espaces* constituent un reflet de l'état d'esprit des Etats généraux ; la notion de « transition » revête des facettes multiples avec des clefs de lecture et des modalités d'action différentes.

Pour autant des axes de travail conjoint ressortent et appellent à coopérer à l'issue des Etats généraux.

 **Anne Barrioz**
Agrégée et docteure en géographie




Contrairement à certaines voisines comme les vallées de l'Arve, de la Tarentaise et du Briançonnais, ces territoires (Beaufortain, Haute-Maurienne, Valbonnais, Queyras, Haute-Tinée, etc) ont encore les clés pour valoriser ce qui va sans doute être de nouveau attractif pour une majorité de la population : des villages et des bourgs-centres à taille humaine, des territoires où une vie locale est envisageable à long terme et sans avoir besoin d'effectuer des trajets de plusieurs heures quotidiennes, des espaces relativement préservés où l'accès à une nature, bien que souvent anthropisée, soit encore envisageable à proximité.


 **Benjamin Blanc**
Directeur de la Régie des pistes de la Vallée des Belleville



Créer les conditions favorables à une vie à l'année nécessite d'imaginer des infrastructures ouvertes de façon plus large : par exemple, la salle d'escalade du centre sportif pourrait rester accessible toute l'année, les nouveaux bâtiments seraient pensés pour un usage et une esthétique toutes saisons (...).

Avec plusieurs dizaines de millions d'euros de budget communal et quelques milliers d'habitants à l'année, on peut viser le meilleur. Nous savons investir pour proposer des « packages » magnifiques à nos touristes, faisons de même pour nos habitants permanents.

 **Vincent Neirinck**
Représentant de Mountain Wilderness au Comité de massif des Alpes



A l'écolo barbu que je suis, très souvent lorsque je mets en question la pertinence d'un énième projet d'aménagement, il est demandé de proposer un modèle substituable à celui des stations de ski alpin, applicable immédiatement et de manière uniforme sur l'ensemble des massifs (...).

L'un des enjeux d'une réflexion sur le tourisme de montagne est de « reterritorialiser » ce tourisme, de le raccrocher aux paysages, à l'histoire, à la culture, à l'architecture des lieux. Et donc autant de trajectoires imaginables que de territoires concernés.

 **Fabrice Pannekoucke**
Président d'Auvergne-Rhône-Alpes Tourisme



Nous avons choisi l'expression « tourisme bienveillant » pour bien marquer notre engagement à ne pas opposer tourisme durable et économie : l'activité économique reste capitale lorsqu'elle est au service de l'emploi et de la vie locale.

Nous devons mettre en œuvre toujours plus d'actions en faveur des activités touristiques durables, du tourisme de proximité, sans renier l'activité touristique existante, des sports d'hiver au tourisme urbain en passant par nos sites et territoires incontournables.

Sans que le diagnostic soit forcément nouveau, les ateliers menés dans les 29 territoires confortent des axes de travail et de synergie : la transition du modèle économique et touristique, la gouvernance, la gestion des ressources et de l'environnement, le logement, les mobilités.

La prise en compte des habitants permanents et de la vie dans les territoires constitue un enjeu récurrent et un axe de travail pour de nombreux territoires.



REGARD ET PERSPECTIVES EUROPÉENNES

A l'issue des Etats généraux de la transition du tourisme, les partenaires français souhaitent un prolongement de cette dynamique à l'échelle de l'arc alpin.

Un des enjeux est de tester de nouvelles formes de gouvernance associant l'ensemble des acteurs de la montagne à une échelle macro (gouvernance nationale et européenne) et locale avec un ou plusieurs territoires pilotes et de disposer d'une plateforme pour faciliter la diffusion des connaissances sur les transitions.

Commissariat à l'aménagement, au développement et à la protection du massif des Alpes

Forts d'une première édition réussie des Etats Généraux de la transition touristique en montagne, qui se sont tenus en 2021 sous la présidence française de la SUERA, nous sommes convaincus que la dynamique initiée doit absolument être amplifiée, à l'échelle européenne, en fédérant l'ensemble des acteurs concernés, institutionnels, professionnels et de la société civile, ainsi que les résidents et les touristes, dans chaque pays alpin. Cette démarche permettrait de regrouper l'éventail de différents acteurs impliqués dans des initiatives qui concourent au développement du tourisme durable, comme le sous-groupe tourisme de la SUERA, les projets Espace Alpin Heals et Smart Altitude, l'étude TranStat d'Alp Gov II, ainsi que le projet «Reset tourism» mené par la CIPRA. Le guide méthodologique «Mesurer la durabilité touristique des destinations de montagne dans les Alpes», élaboré par un comité de pilotage ad hoc de la Convention alpine, et récemment publié, pourra être diffusé dans ce contexte.

Le nouveau programme Espace Alpin 2021-2027 offre des opportunités idéales pour financer de telles initiatives grâce à ses projets à petite échelle : projet de 250 000 à 750 000 euros, dépenses éligibles à hauteur de 75% par l'Union européenne, 3 à 6 partenaires durant 12 à 18 mois. Le premier appel à propositions de projets est maintenant ouvert et la date limite de soumission des projets à petite échelle est le 22 avril 2022.

Mountain wilderness et Transitions des Territoires de montagne

Les États Généraux de la Transition du Tourisme en Montagne ont été novateurs par l'approche territoriale et collective mise en œuvre pour aborder les enjeux de transition. Institutions, socio-professionnels, associations et citoyens se sont rassemblés pour imaginer et construire ensemble des futurs souhaitables en réfléchissant à l'échelle globale et agissant localement sur les territoires. Les crises écologiques n'ont pas de frontières et il est nécessaire d'actionner collectivement la transition de nos modèles de développement désirables et soutenables.

Pour chacun des territoires de montagne : dépassons la concertation et engageons des co-productions de projets d'avenir; pensons de manière systémique pour assurer une véritable résilience territoriale; réfléchissons à l'échelle locale pour faire de nos montagnes des espaces de vie où l'histoire et les paysages sont aussi importants que la prospérité économique et sortons d'une logique de compétition territoriale vers plus de coopération. Les associations Mountain Wilderness France et Transitions des Territoires de montagne souhaitent faire part de cette expérience en travail collectif et échanger sur ces méthodes avec l'ensemble des acteurs des massifs montagneux européens pour progresser sur les enjeux des transitions.

CIPRA International

Le changement climatique n'est certes pas encore perçu comme une crise en de nombreux endroits, car il arrive insidieusement.

Mais comme dans toute crise, il risque de générer quelques gagnants, mais aussi surtout beaucoup de perdants.

Qu'il s'agisse d'états généraux, de conseils citoyens ou de tables rondes, deux choses sont nécessaires pour surmonter les difficultés : la recherche de solutions adaptées aux nouvelles conditions environnementales par les habitants des vallées alpines ; et un soutien financier pour accompagner cette transition. Pour cela, les acteurs des territoires de montagne doivent être prêts à faire de petits pas et à percevoir des revenus raisonnables, mais qui seront présents sur le long terme. Ceux qui ne se rassemblent pas ainsi maintenant et ne s'unissent pas vraiment, arrivent trop tard.

BIBLIOGRAPHIE

Revue Espaces tourisme et loisirs,
Hors-série janvier 2022 :
La transition au cœur des territoires
de montagne, 65 pages.

Site internet des Etats généraux
de la transition du tourisme :
www.eg-transitionmontagne.org

